Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 1^{er} avril 2020)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Rapport d'information du Conseil d'État au Grand Conseil**

à l'appui

d'un projet de réponse à la motion de la commission législative 18.126, du 22 mars 2018, « TFrais : Bilan »

La commission parlementaire Législative,

composée de M^{mes} et MM. Jean-Jacques Aubert président, Christophe Schwarb vice-président, Baptiste Hunkeler, Jonathan Gretillat, Hugues Scheurer, Zoé Bachmann, Fabio Bongiovanni, Alexandre Houlmann, Jean-Daniel Jeanneret-Grosjean, Béatrice Haeny, Annie Clerc Birambeau (en remplacement de Corine Bolay Mercier), Xavier Challandes, Marc Arlettaz, Thomas Facchinetti et Michel Zurbuchen,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Commentaire de la commission

La commission législative a traité ce rapport lors de sa séance du 19 mai 2020. Ce rapport fait suite à la motion 18.126 que la commission législative avait déposée le 22 mars 2018 à l'appui du rapport 17.026 qui modifiait le décret fixant le tarif des frais, des émoluments de chancellerie et des dépens en matière civile, pénale et administrative (ci-après : TFrais).

Lors des travaux liés aux modifications du TFrais, la commission législative avait émis des craintes suite à la velléité d'augmenter les frais de justice, craintes relatives aux conséquences éventuelles d'une telle modification sur l'accès à la justice.

Le rapport 20.019 donne suite à cette motion et la commission législative est satisfaite des réponses apportées.

Même si les comparaisons ne sont pas réellement faisables tant le système même de calculs des frais a été modifié, les autorités judiciaires ne constatent pas de réelle diminution du nombre d'affaires traitées alors même que le nombre de bénéficiaires de l'assistance judiciaire est en baisse. Les craintes émises par la commission législative n'étant pas avérées, il convient d'inviter le parlement à classer cette motion.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

À l'unanimité, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat restreint.

Motion dont le Conseil d'État propose le classement

À l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter le classement de la motion de la commission législative 18.126, du 22 mars 2018, TFrais : bilan.

Neuchâtel, le 18 juin 2020

Au nom de la commission législative :

Le président,
J.-J. AUBERT

La rapporteure,
B. HAENY